

## AVANT PROPOS

La question sociale occupe aujourd'hui une grande place dans l'étude des changements systémiques en Europe de l'Est. Il n'en a pas toujours été ainsi. Au début des années 1990, les aspects sociaux ont largement été négligés. L'analyse est alors dominée par l'approche standard qui perçoit le changement comme un processus linéaire, une « transition » rapide et téléologique d'un état connu vers un autre état tout aussi connu. L'accent est mis d'emblée sur les conditions optimales de sortie de l'ancien système socialiste et de construction de l'économie de marché. Quelques thèmes jugés fondamentaux concentrent toute l'attention : libéralisation de l'économie, ajustement structurel et stabilisation macroéconomique, privatisation, ouverture au commerce extérieur... La pensée se structure autour de ce qu'on a convenu de nommer le « consensus de Washington ». Les éventuels problèmes sociaux sont interprétés par les économistes libéraux comme les troubles passagers d'un processus censé conduire rapidement à la prospérité de tous.

Toutefois, la durée et l'ampleur de la récession ainsi que les nombreux « blocages » liés à la transition ont pris de court l'approche standard et révélé ses insuffisances, en particulier son incapacité à saisir la complexité des changements opérés et à rendre compte de la « dialectique » du processus de transformation (Andreff, 2003). Beaucoup de thèmes, au premier rang desquels la question sociale, se révèlent finalement essentiels pour l'analyse. À partir de la fin des années 1990, la réévaluation du consensus de Washington devient systématique. Le rythme accéléré des réformes est

remis en cause (Stiglitz, 1999), la conditionnalité associée aux prêts des bailleurs de fonds internationaux est critiquée (Collier, 2000 ; Slim 2001), les limites de la privatisation sont mises en lumière (Nellis, 1999 ; Kornai, 2003)... Cette prise de recul enrichit non seulement l'analyse des changements systémiques à l'œuvre en Europe de l'Est mais contribue également à renouveler les nombreuses analyses théoriques et historiques de « l'émergence, l'évolution et la transformation des grands systèmes économiques dans l'histoire du temps présent » (Chavance *et al.*, 1999).

La question sociale paraît d'autant plus cruciale qu'elle est un facteur de légitimation du nouveau système. En effet, l'acceptation de l'économie de marché par les sociétés est-européennes exige une prise en charge des problèmes sociaux apparus dès la première phase de la transition : dégradation des conditions de vie, aggravation des inégalités, paupérisation, précarité sur le marché du travail, effondrement des retraites, accès réduit au logement, etc. constituent autant de problèmes de premier plan pour l'analyse du changement systémique. Le présent dossier s'inscrit dans cette démarche de renouveau de la pensée en s'efforçant, d'une part, de rendre compte de la richesse et de la diversité des travaux en cours et, d'autre part, d'articuler ces derniers dans une perspective comparative et de prolonger l'analyse au-delà des particularités de la première phase du changement de système.

La baisse de l'emploi et l'évolution des inégalités de revenu sont un point d'entrée pertinent pour quiconque tente de saisir la dimension sociale du changement systémique en Europe de l'Est. Le dossier s'ouvre ainsi sur une analyse du marché du travail et de son évolution de la période socialiste à nos jours. La flexibilité que l'on était en droit d'attendre des outils économiques libéraux mis en place au début des années 1990 ne s'observe en définitive nulle part. Tel est le constat dressé par Céline Bayou qui, dans le cas des trois pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), relève l'existence de législations protectrices de l'emploi (LPE) directement inspirées de celles en vigueur dans les anciens pays membres de l'Union européenne (UE-15). En pratique, toutefois, il apparaît que ces LPE sont contournées (discrimination à l'embauche, avenants aux contrats de travail autorisant les employeurs à contraindre les salariés à « démissionner », CDD moins protégés que les CDI, etc.). La combinaison originale d'une sécurité formelle et d'une flexibilité informelle amène l'auteur à tester l'hypothèse de la « flexicurité » pour caractériser l'institution du marché du travail dans les pays baltes. En partant du choc que représente la crise de 2007-2009 pour ces économies, Céline Bayou montre que c'est la flexibilité qui tend à être systématiquement privilégiée dans les trois pays. Cette tendance à la flexibilité « assumée » (tant formelle qu'informelle, subie que choisie) distingue précisément la trajectoire des pays baltes de celles d'autres pays nordiques adeptes de la flexicurité.

Outre l'influence de la nature des institutions du travail, l'articulation entre sécurité et flexibilité est aussi l'une des voies explorées par Nathalie Rodet-Kroichvili qui cherche à comprendre la différenciation des performances du marché du travail dans les pays du groupe dit de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie). Même si l'on ne peut véritablement parler de flexicurité, processus qui suppose une démarche volontariste et concertée, ces pays présentent finalement une combinaison assez proche de flexibilité et de sécurité qui ne permet pourtant pas d'expliquer les disparités constatées en matière de chômage, d'emploi, d'activité, de qualité de l'emploi, de distribution des revenus et de risque de pauvreté des actifs occupés. Pour tenter de déterminer les causes de cette différenciation, l'auteur examine alors une nouvelle hypothèse associant *path-dependency* et *path-shaping* (« processus dépendant du sentier » et « stratégies volontaristes créant de nouvelles voies »). Il en ressort que les « legs du passé » (les institutions et les caractéristiques des économies centralement planifiées, elles-mêmes propres à chaque pays considéré) comptent tout autant que la création institutionnelle (les nouvelles législations du travail et de l'emploi, les mesures passives et actives de l'emploi, les réformes des systèmes de retraite et de protection sociale) pour inscrire chaque pays dans une trajectoire particulière d'évolution, d'où les résultats différenciés de leurs marchés du travail.

Cette conjugaison de facteurs hérités du passé et de réformes actuelles est également le cadre d'analyse choisi par Laila Porras pour s'interroger sur l'évolution de la répartition des revenus en République tchèque, en Hongrie et en Russie. Elle montre que les inégalités de revenu ont augmenté relativement moins vite dans les pays où, tout à la fois, les disparités de revenu étaient faibles sous le régime socialiste, où des réformes radicales ont été entreprises très tôt et où des politiques favorisant le consensus social ont été menées dans les années 1990 (Hongrie, République tchèque). En Russie, en revanche, la conjonction d'une politique orthodoxe de thérapie de choc et de l'affaiblissement de l'État a eu des conséquences majeures sur le niveau des inégalités et de la pauvreté.

L'aggravation des inégalités de revenu constitue précisément l'une des deux hypothèses (l'autre étant l'ampleur de la récession post-socialiste) retenues par Assen Slim pour interpréter les trajectoires suivies par les pays d'Europe de l'Est en matière de pauvreté. Établissant une distinction entre les notions de pauvreté monétaire (absolue et relative) et non monétaire (en biens premiers, en capacités), l'auteur montre que la pauvreté (toutes formes confondues) s'accroît davantage dans les pays qui cumulent la baisse la plus durable de la production et la hausse la plus forte des inégalités de revenu (pays de la CEI et, dans une moindre mesure, des Balkans). L'émergence d'une pauvreté spécifique aux pays est-européens (le pauvre est typiquement une personne âgée de 15 à 64 ans, diplômée

du secondaire, ayant un emploi peu rémunéré et habitant plutôt en zone urbaine) distingue la situation de ces pays de celle généralement observée dans les pays en développement.

Matthieu Clément s'intéresse plus particulièrement aux effets du système de protection sociale sur la pauvreté monétaire en Russie dans les années 2000. Après avoir présenté les structures du système russe de transferts publics (structures héritées et mécanismes nouveaux), il se fonde sur les enquêtes Russia Longitudinal Monitoring Survey de 2000 et 2004 pour soutenir que les transferts publics ne parviennent à redistribuer que dans une faible mesure les fruits de la croissance aux ménages les plus démunis. Selon l'auteur, ce relatif échec de la politique publique russe dans les années 2000 serait dû à un mauvais ciblage qui se traduit par l'exclusion de certains ménages pauvres de la protection sociale.

Eric Le Bourhis clôt le dossier en s'attachant à caractériser la trajectoire de la Lettonie dans le domaine du logement depuis 1991. Alors que la décennie 1990 a été marquée par un désengagement quasi total de l'État – le parc public a été privatisé aux trois quarts –, la décennie 2000 l'est par un processus de réorganisation du logement social. Les difficultés de la décentralisation et le réaménagement retardé du secteur de la gestion et de l'entretien de l'habitat expliquent en partie les échecs des réformes et font la spécificité de la Lettonie à cet égard : parc public encore important (12 % des surfaces), crise du logement particulièrement aiguë dans la capitale qui abrite la moitié de la population du pays, part des dépenses de logement dans le budget des ménages parmi les plus élevées d'Europe de l'Est (25 %).

Les travaux regroupés dans ce dossier ne prétendent pas à l'exhaustivité. Ils ont pour vocation, chacun à sa façon, d'attirer le regard sur une dimension cruciale, et pourtant souvent sous-estimée, des changements systémiques à l'œuvre en Europe de l'Est depuis plus de vingt ans.

Assen SLIM  
Maître de conférences à l'INALCO  
Professeur à l'ESSCA

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDREFF W. (2003) *La mutation des économies postsocialistes. Une analyse économique alternative*, Paris : L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est ».
- CHAVANCE B., MAGNIN E., MOTAMED-NEJAD R., SAPIR J., éd.s. (1999) *Capitalisme et socialisme en perspective : évolution et transformations des systèmes économiques*, Paris : La Découverte.
- COLLIER P. (2000), "For a New Relationship between Donors and Recipients: The End of Conditionality?", *Transition*, Vol. 11, n° 2, April, pp. 6-8.
- KORNAI J. (2003), "Ten Years after 'The Road to a Free Economy': The Author's Self-evaluation of Privatisation", in W. Andreff & Y. Kalyuzhnova, eds., *Privatisation and Structural Change in Transition Economies*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, pp. 13-28.
- NELLIS J. (1999), "Time to Rethink Privatization in Transition Economies?" *Beyond Transition, The Newsletter About Reforming Economies*, Vol. 10, n° 1, pp. 4-6.
- SLIM A. (2001), "Ten Years of Western Aid for the CEECs: A Mixed Outcome", *Revue d'économie financière*, Hors-série, pp. 251-262.
- STIGLITZ J. E. (1999), *Whither Reform? Ten Years of Transition*, Keynote address at the Annual World Bank Conference on Development Economics, Washington, D.C.